

SNUDI.FO

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs
et professeurs des écoles de l'enseignement public
Force Ouvrière**

Préparation de la rentrée 2011

8 967 postes du premier degré supprimés au budget 2011 Le ministre fait le choix de l'affrontement !

En annonçant un plan de réduction, d'ici 2014, de 100 milliards d'euros des déficits publics pour satisfaire les « marchés financiers », le gouvernement décide d'accélérer brutalement la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) contre les services publics. Comme l'a déclaré Mme Lagarde, ministre de l'économie : «*Nous y sommes allés à la tronçonneuse* ».

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2011, actuellement examiné par le Parlement, supprime, en application du principe de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, près de 30 000 postes de fonctionnaires en 2011 dont 16 000 dans l'Education nationale. La CGT-FO a chiffré à 400 000 l'objectif de suppression d'ici 2012 !

8967 postes supprimés et davantage d'élèves, plus rien ne doit être épargné...

Alors que le ministère prévoit 3900 élèves supplémentaires pour l'enseignement public du premier degré, le budget 2011 annonce 8 967 suppressions de postes !

Dans cette situation, rien ne doit être épargné avec les fameux « leviers académiques » du schéma d'emplois 2011-2013 :

- liquidation de la scolarisation des 2 ans (plus de 100 000 enfants sans place) ;
- augmentation des effectifs par classe (« *par une économie de 10 000 classes en trois ans* » a prescrit le ministre) ;
- amputation du potentiel de titulaires remplaçants en recourant à des étudiants de master ;
- fin des RASED.

Dans l'Aude, 40 suppressions de postes sont annoncées, dans le Gard, 3 CMPP devraient fermer, dans la Vienne, la totalité des postes G devrait disparaître...

Un objectif qui devient prioritaire: diminuer le nombre d'écoles

430 écoles fermées en 2008/2009 et 523 en 2009/2010 (soit 1%) c'est encore insuffisant pour le ministre qui avertissait l'an dernier: « *Jusqu'à présent, les opérations de regroupement n'ont conduit à aucune économie significative de moyens* ».

Dans ce combat, le ministre a trouvé un allié avec le député Reiss qui explique dans son rapport « *les écoles de trop petite taille sont un frein à une gestion optimale des ressources humaines dans le 1^{er} degré* ».

Il faudrait fusionner les écoles dans des Regroupements Scolaires (RS) pour supprimer des milliers de postes de directeurs et d'adjoints en particulier dans les 11 538 écoles (*) d'une ou deux classes.

Le budget s'inscrit dans un contexte de mise en œuvre des contre-réformes ministérielles

La mastérisation a permis la suppression de 3870 emplois de PE2, l'aide personnalisée a servi de prétexte à la disparition de 3000 postes de RASED, la loi du 11 février 2005 sur le handicap remet en cause au nom de l'« inclusion » en milieu ordinaire, les postes et structures spécialisés, les jardins d'éveil sont mis en place pour accompagner la déscolarisation des 2/3 ans et fermer des classes en maternelle...

Toute « réforme » et la moindre mesure ministérielle ont pour objectif de supprimer massivement des postes.

S'organiser pour aller chercher les postes avec FO

Pas plus qu'ils n'acceptent la loi sur les retraites, dont FO revendique l'abrogation, les enseignants n'acceptent les suppressions de postes. Le SNUDI FO invite les enseignants à se rapprocher de ses sections pour établir les besoins et organiser les interventions auprès des autorités de l'Education nationale, en relation avec les Unions départementales Force Ouvrière, pour aller chercher les postes dans l'unité (parents, enseignants, élus, syndicats).

Montreuil le 30 novembre 2010

(*) 23,56% du total des écoles.